

Lettre de consultation

Prestations de services d'accompagnement pour le projet WHITECYCLE

N°2025DAC0087L01-02

Date limite de réception des offres : Mardi 15 avril 2025 à 12h00

1 - CONTEXTE ET OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 - Contexte

L'objectif du projet européen WHITECYCLE est de faire la démonstration de deux nouveaux procédés combinant un solide savoir-faire scientifique et industriel : (i) des technologies innovantes d'identification, de tri et de séparation qui permettront d'augmenter considérablement la teneur en PET des flux de déchets complexes jusqu'à 80%, et (ii) un procédé de recyclage enzymatique disruptif qui devrait permettre de produire des monomères de PET pur de manière durable, même pour les flux de déchets impurs.

Le projet effectuera une boucle complète à partir d'une charge de déchets complexes réels jusqu'à un produit représentatif des 3 cas d'utilisation à TRL 5.

Ensuite, une étude approfondie de la montée en gamme permettra aux étapes du processus d'atteindre les TRL 6 à 8. D'ici 2030, WHITECYCLE permettra le recyclage annuel de plus de 2 Mt de PET, ce qui correspond à la quantité de PET recyclé supplémentaire nécessaire pour atteindre les objectifs de l'UE pour 2030. Cela permettra de réduire les émissions d'environ 2,06 Mt CO₂eq et d'éviter la mise en décharge de plus de 1,8 Mt de PET.

1.2 – Allotissement

Dans le cadre de ce projet européen associant 17 partenaires industriels et relevant de l'analyse du cycle de vie d'un produit (ACV), nous recherchons un prestataire susceptible de réaliser une toile numérique (application) intégrant tous les acteurs du projet ainsi que les flux (biophysiques et économiques) entre ces mêmes partenaires et un prestataire susceptible de réaliser un modèle de dynamique des systèmes afin de simuler des scénarios à l'horizon 2050.

LOT 1 : REALISATION D'UNE TOILE NUMERIQUE

- Conception d'une base de données (data management)
- Conception d'une toile papier (A0)
- Création d'une interface numérique (programmation)
- Usage de R et langage python pour intégration de la base de données à un modèle de simulation

LOT 2 : REALISATION D'UN MODELE DE DYNAMIQUE DES SYSTEMES

- Réalisation d'un modèle de cycle de vie en dynamique des systèmes sous VENSIM et STELLA
- Intégration des résultats des partenaires dans le modèle
- Calibrage et validation du modèle
- Conception de scénarios et de simulation intégrant les questions énergétiques et environnementales

1.3 – PLANNING

Pour les deux lots, les prestations et la réalisation des attendus devront s'étaler sur une période allant de mai 2025 à juin 2026.

2 - Règlement de la consultation

2.1 - Dispositions générales

La procédure de passation est : la **procédure adaptée ouverte**. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Chaque lot fera l'objet d'un **marché ordinaire**.

2.2 - Dossier de candidature et d'offre

Dossier de candidature :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB)
- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu) délivré par l'administration fiscale dont relève le prestataire.
- Le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévu à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions et datant de moins de 6 mois (article D 8222-5.1° du code du travail).

Dossier d'offre :

- L'acte d'engagement (AE) complété
- L'Offre financière et technique : Un devis détaillé faisant apparaître les grandes étapes de la prestation (étapes chiffrées financièrement).

2.3 - Transmission du dossier de candidature :

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

La date limite de réception des candidatures est fixée au **mardi 15 avril 2025 à 12h00**, fuseau horaire (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

2.4 - Examen des offres

Pour les deux lots, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Valeur technique	50%
Prix des prestations	40%
Mesures prises en matière de protection de l'environnement	10%

3 – Clauses administratives

3.1-Pièces contractuelles

- L'Acte d'Engagement
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- La lettre de consultation ;
- Les conditions générales d'achats (CGA) de l'Université Clermont Auvergne ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Si des dispositions sont en opposition entre la lettre de consultation et les CGA, les dispositions de la lettre de consultation prévalent.

3.2 – Délai de validité des offres

Le **délai de validité des offres** est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.3 – Durée et délais d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

L'acte d'engagement fixe la durée du marché.

3.4 – Prix

Les prestations sont réglées par des **prix forfaitaires**.

Les prix sont **fermes et non actualisables**.

3.5 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

3.5.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

3.5.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

3.6 - Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. Des acomptes pourront être versés suivant l'accomplissement des différentes étapes de la prestation.

Ces étapes doivent clairement être identifiées dans le devis initial. Chaque acompte fera l'objet d'une demande de paiement.

3.7 – Paiement

Facturation :

Les factures (acomptes et définitives) sont établies au nom de l'Université Clermont Auvergne et liquidées en euro après service fait.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289 et 289 bis du Code Général des Impôts (CGI) et comporter outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du bon de commande (commençant par 45) ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;

Celles-ci sont transmises obligatoirement par voie dématérialisée au service facturier de l'agence comptable :

Les factures sont envoyées obligatoirement par la plateforme Chorus-Pro.

Les éléments à renseigner pour déposer les factures sur la plateforme Chorus Pro sont les suivants :

- Désignation structure : **Université Clermont Auvergne**
- Identifiant : **130 028 061 00013**
- Code Service : *(Non obligatoire)*
- N° Engagement : **45xxxxxxxx** (n° du bon de commande à 10 chiffres)

Les factures non transmises via la plateforme Chorus-pro ne seront pas payées et seront renvoyées au titulaire du marché sans qu'il puisse prétendre au paiement éventuel d'intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire de recouvrement.

Délai global de paiement :

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Dans le cadre de l'obligation de transmission de la facture via la plateforme Chorus Pro, le délai de paiement court à compter de la notification à l'Université Clermont Auvergne du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus-Pro. Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution de la prestation, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations. Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, à compter du jour suivant l'expiration du délai, selon les modalités d'application prévues par le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique et le Code de la Commande Publique.

3.8 – Résiliation du marché

L'université peut décider de mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions prévues au CCAG. La décision sera alors notifiée au titulaire.

La résiliation peut être prononcée en cas d'évènement extérieur au marché – décès ou incapacité civile

du titulaire, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, incapacité physique du titulaire – dans les conditions prévues au CCAG. Dans ce cas, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

La résiliation du marché peut résulter de l'initiative de l'université ou de la demande du titulaire en cas de difficulté d'exécution du marché, dans les conditions prévues au CCAG.

L'université peut décider de la résiliation pour faute du titulaire ou encore pour motif d'intérêt général conformément au CCAG.

3.9 – Procédure de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand

6 cours Sablon

CS 90129

63033 CLERMONT FERRAND CEDEX 1

Tél : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22

Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.